

PRESENTATION DES RESULTATS

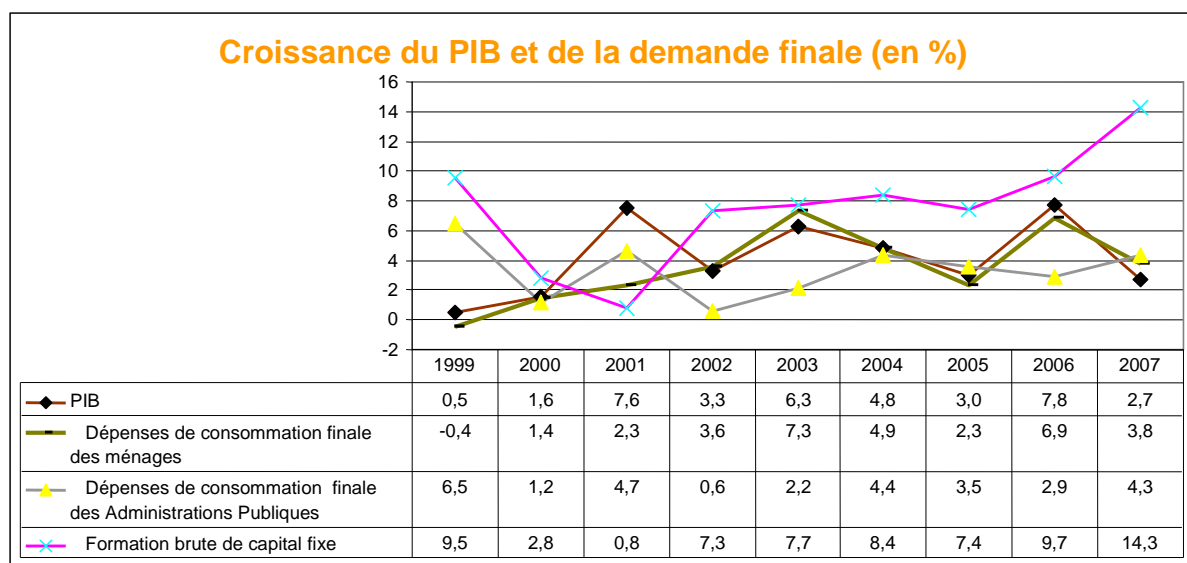
1 - Croissance économique et profil du PIB

Le PIB, exprimé aux prix courants, a réalisé, au cours de la période 1998-2007, une hausse moyenne de 5,4% par an. Sa valeur a atteint 616 milliards de dirhams en 2007 au lieu de 384 milliards en 1998. En volume, il s'est accru au taux annuel moyen de 4,1%, soit une variation annuelle moyenne de 1,2% de l'indice implicite des prix du PIB (niveau général des prix) sur la même période.

Or, la croissance économique moyenne, réalisée sur toute la période sous revue, dissimule des évolutions différenciées d'une année à l'autre. Pour les années 1999 et 2000, la croissance du PIB s'est située entre 0,5% et 1,6%. Elle a été marquée par le tassement de celle des dépenses de consommation finale des ménages pendant que la FBCF, après avoir réalisé un taux de variation en volume de 9,5% en 1999, ne s'est inscrite en hausse que de 2,8% en 2000.

Pour les années 2002, 2005 et 2007, la croissance du PIB se situe aux alentours de 3%. Cette situation a été caractérisée par une évolution modeste des dépenses de consommation finale des ménages, d'une diminution des stocks et d'une dégradation de la balance commerciale des biens et services en particulier pour l'année 2007. En revanche, la FBCF a contribué plus fortement à cette croissance, réalisant ainsi une évolution s'établissant à environ 7,3% pour 2002 et 2005 et dépassant les 14% en 2007.

Pour les autres années, la croissance a dépassé les 7% pour les années 2001 et 2006 et a été de 6,3% en 2003 et de 4,8% en 2004. En 2001, cette croissance a été tirée essentiellement par les exportations de biens et services qui se sont accrues de 13% marquant ainsi une contribution du solde commercial des biens et services à la croissance du PIB de 3,2 points. Pour le reste des années, la croissance du PIB s'est réalisée sous l'impulsion des dépenses de consommation finale des ménages et au dynamisme de la FBCF.



En moyenne sur toute la période, la croissance économique de 4,1% a été réalisée grâce à la contribution des dépenses de consommation finale des ménages et de la FBCF avec 2 points chacune et des dépenses de consommation finale des Administrations Publiques avec 0,6 point. Les autres postes ont contribué négativement à cette croissance, il s'agit de la variation des stocks dont la contribution a été de -0.1 point et du solde des échanges de biens et de services de -0,3 point.

Contribution à la croissance du PIB (en points du taux de croissance du PIB)

Opérations	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de consommation finale des ménages	-0,2	0,9	1,5	2,1	4,3	2,8	1,3	4,0	2,2
Dépenses de consommation finale des Administrations Publiques	1,1	0,2	0,9	0,1	0,4	0,8	0,7	0,5	0,8
Formation brute de capital fixe	2,2	0,7	0,2	1,8	1,9	2,1	1,9	2,7	4,0
Solde des échanges extérieurs de biens et services	0,4	0,0	3,2	-0,4	-2,1	-1,3	0,6	0,7	-4,2
Variation des stocks	-3,0	-0,2	1,8	-0,3	1,8	0,4	-1,5	-0,1	-0,1
Produit intérieur brut	0,5	1,6	7,6	3,3	6,3	4,8	3,0	7,8	2,7

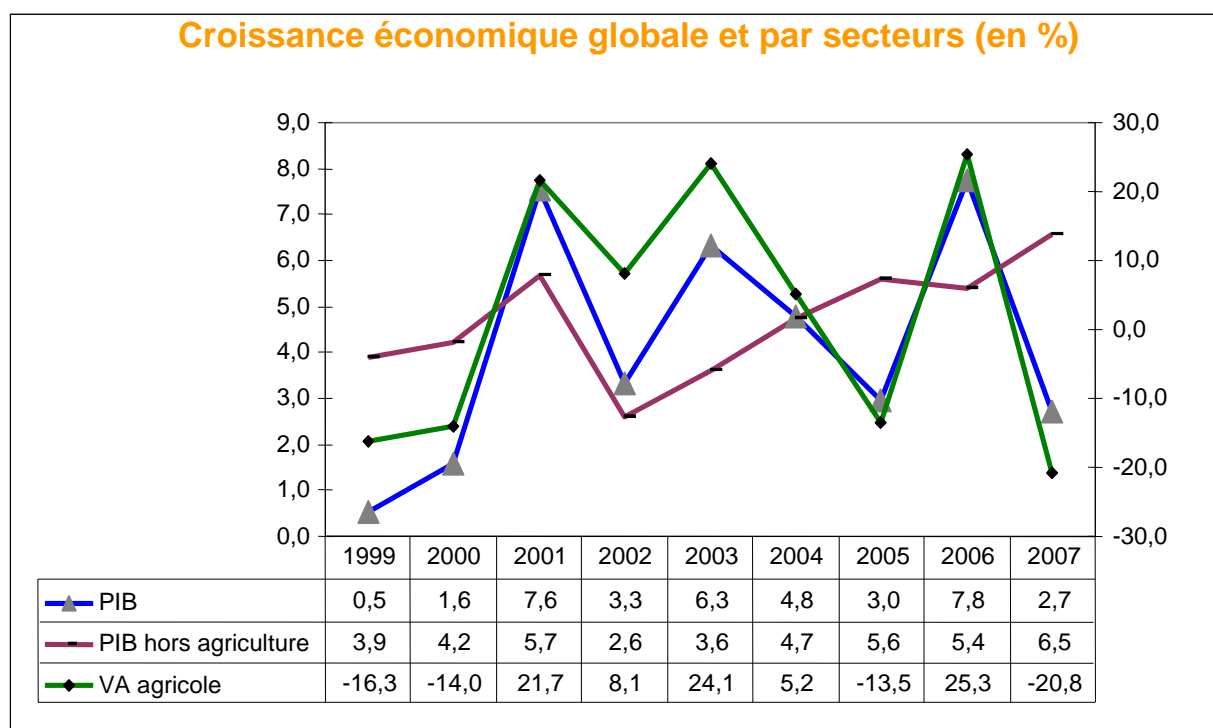
1.1 - Croissance soutenue dans le BTP et les services

Par secteurs d'activité, l'évolution du PIB en volume a résulté, au cours de la même période, de la progression annuelle moyenne conjointe de 0,7% pour le secteur agricole et de 4,7% pour le PIB hors agricole. Ce dernier a affiché une montée soutenue du rythme de son taux de croissance qui, de 4% par an entre 1998 et 2003, est passé à 5,6% durant la période 2004-2007 atteignant près de 6,6% en 2007.

Evolution de la croissance du PIB (en %)

Opérations	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Produit intérieur brut	0,5	1,6	7,6	3,3	6,3	4,8	3,0	7,8	2,7
Valeur ajoutée au prix de base	0,2	1,9	7,5	3,0	7,1	4,9	3,0	7,4	1,8
Agriculture	-16,3	-14,0	21,7	8,1	24,1	5,2	-13,5	25,3	-20,8
Secteurs non agricoles	4,0	5,0	5,3	2,1	4,1	4,8	6,0	4,7	6,0
Impôts sur les produits nets des subventions	3,5	-0,5	8,3	5,8	-0,1	4,2	2,4	10,8	10,6

La valeur ajoutée du secteur agricole a été fluctuante au cours de la période. En effet, les années 1999, 2000, 2005 et 2007 ont été caractérisées par des taux de croissance négatifs en raison des mauvaises campagnes agricoles qui ont marqué ces quatre années. Par contre, durant la période 2001-2004, le secteur agricole a connu des évolutions positives avec des taux de croissance allant de 5,2% à 24,1%. Aussi, l'année 2006, ayant bénéficié des conditions climatiques favorables, a été marquée par un taux de croissance du secteur agricole de l'ordre de 25,3%.



De leur part, les activités relevant des secteurs des mines et de l'énergie ont connu des évolutions plus ou moins fluctuantes sur la période sous revue. La croissance de la valeur ajoutée du premier secteur, qui dépend largement de celle de la demande

extérieure, a été de 2,9% en 1999, de -0,6% en 2002, de 9,1% en 2007 et de 4,7% en moyenne par an sur toute la période. Celle du second secteur a affiché une hausse moyenne de 4,2% par an sur la même période, soit une hausse annuelle moyenne de 5,7% pour la branche de l'électricité et eau et une baisse annuelle moyenne de 12,2% pour les activités de raffinage du pétrole.

De l'autre côté, les évolutions annuelles du secteur des industries de transformation ont été relativement modestes. Le taux moyen de croissance réalisé par ce secteur a été de 3,3% par an. Par sous secteurs, les taux annuels de croissance ont été différenciés au cours de la période 1998-2007. Si les activités des industries chimiques et de celles des textiles et du cuir ont réalisé des hausses moyennes de leurs valeurs ajoutées de 0,4% et 0,9% respectivement, les autres sous secteurs ont marqué, en revanche, un certain dynamisme au cours de cette période. Ainsi, les industries mécanique, métallurgique et électrique ont réalisé la meilleure performance avec une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 6,5%, viennent ensuite les « autres industries » avec une hausse moyenne de 4,8% et les industries agro-alimentaires avec 3,1%.

Le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) a été plus dynamique. La réalisation des programmes de construction de logements et des grands chantiers d'infrastructure a stimulé la croissance du secteur permettant l'évolution en volume de sa valeur ajoutée de 6,8% en moyenne annuelle au cours de cette période et une progression moyenne de 8,6% par an depuis 2004.

Dans le même sens, les activités des services ont connu une croissance soutenue, réalisant un accroissement annuel moyen de 5,2%. Par branches, les postes et télécommunications ont réalisé, au cours de cette période, la meilleure performance avec une croissance annuelle moyenne atteignant près de 19%. Les années 1999, 2000 et 2001 ont été marquées par des taux record de 38,3%, 46% et 40,8% respectivement. Les « services immobiliers, services rendus aux entreprises et services personnels » ont réalisé une hausse annuelle moyenne de 6,4% et les activités des transports 5,9%. Pour ce qui est des institutions financières, elles ont affiché une progression moyenne de leur valeur ajoutée de 5,8% par an. Leurs taux de croissance les plus élevés ont été observés à partir de 2005. Ils ont enregistré respectivement 10,1%, 9% et 19,2% entre 2005 et 2007.

1.2 - Montée des services et recul de l'agriculture dans la contribution au PIB

La ventilation du PIB à prix courants, par secteurs d'activité, permet d'apprécier l'évolution de la contribution relative de chaque secteur à cet agrégat. Sur la période sous revue, cette contribution a connu certaines modifications, notamment la montée de celle des services et le recul de celles relatives à l'agriculture et à l'industrie manufacturière.

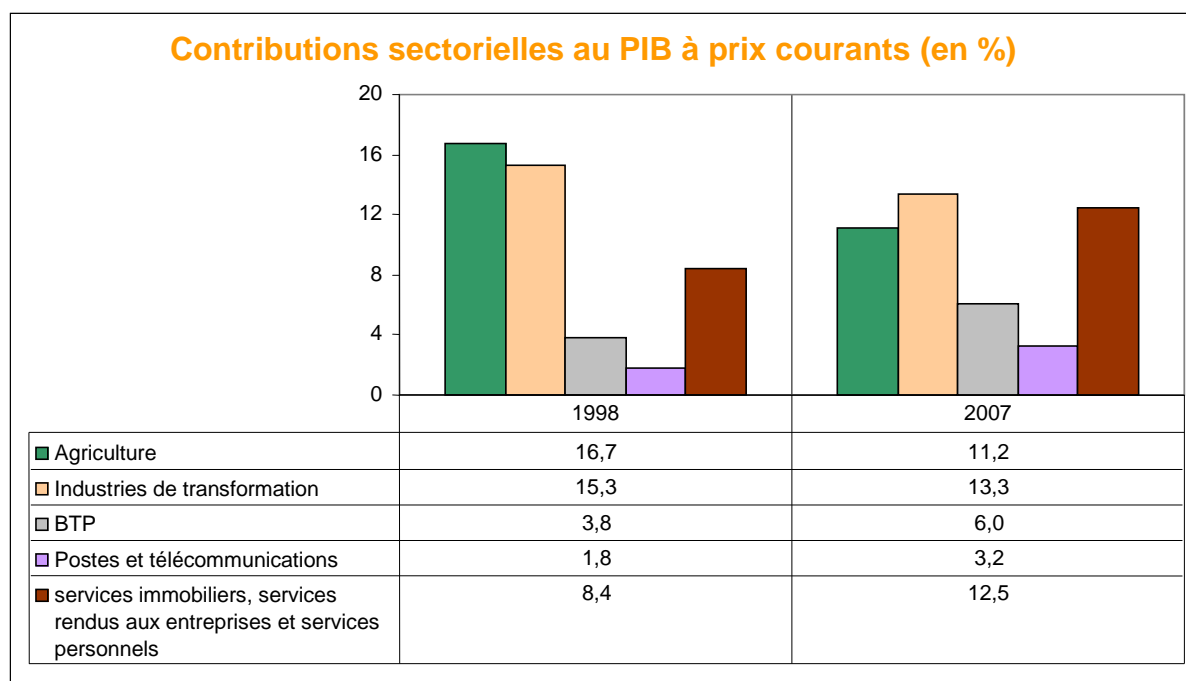
Contribution des secteurs d'activité économique au PIB en (%)

Secteurs d'activité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Agriculture	16,7	14,3	11,8	13,1	13,3	14,4	13,7	11,9	14,1	11,2
Mines	2,2	2,2	2,2	2,1	1,9	1,6	1,6	1,7	1,8	2,1
Industries de transformation	15,3	15,9	15,5	14,5	14,6	15,4	15,6	14,6	14,1	13,3
Energie	3,2	3,2	3,7	3,0	2,9	2,9	2,8	3,0	2,8	2,7
BTP	3,8	3,7	4,5	4,9	4,9	5,1	5,7	6,0	5,7	6,0
Services (nets du montant des SIFIM) dont :	46,2	48,2	49,7	49,6	49,9	49,1	49,6	51,3	50,2	52,2
Postes et télécommunications	1,8	2,1	2,1	2,6	2,8	2,9	3,0	3,1	3,1	3,2
Services immobiliers, services rendus aux entreprises et services personnels	8,4	9,1	9,8	9,5	10,0	10,3	10,5	11,2	11,4	12,5

Ainsi, la part du secteur agricole a atteint son maximum de 16,7% en 1998 et son minimum de 11,2% en 2007. Si tendanciellement cette part a baissé dans le temps, elle a, cependant, fluctué au cours de la période en fonction des conditions climatiques qui ont prévalu au cours de chaque campagne agricole. En moyenne annuelle, elle a été de l'ordre de 13,4% entre 1998 et 2007.

La contribution du secteur des mines a oscillé entre 1,6% et 2,2% avec une moyenne de l'ordre de 1,9% durant toute la période. La part du secteur de l'énergie a, quant à elle, varié entre 2,7% et 3,7% et s'est établie à 3% en moyenne sur la période 1998-2007.

La contribution du secteur des industries de transformation au PIB, qui a été de 15,3% en 1998, s'est contractée à 13,3% en 2007. A partir de 2005, cette part est descendue sous le seuil de 15%. La contribution moyenne est de l'ordre de 14,9% au cours de la période 1998-2007.



Le dynamisme affiché par les activités de BTP au cours de la même période a permis d'améliorer leur contribution au PIB qui est passée de 3,8% en 1998 à 6% en 2007, soit une contribution moyenne de 5% sur toute la période.

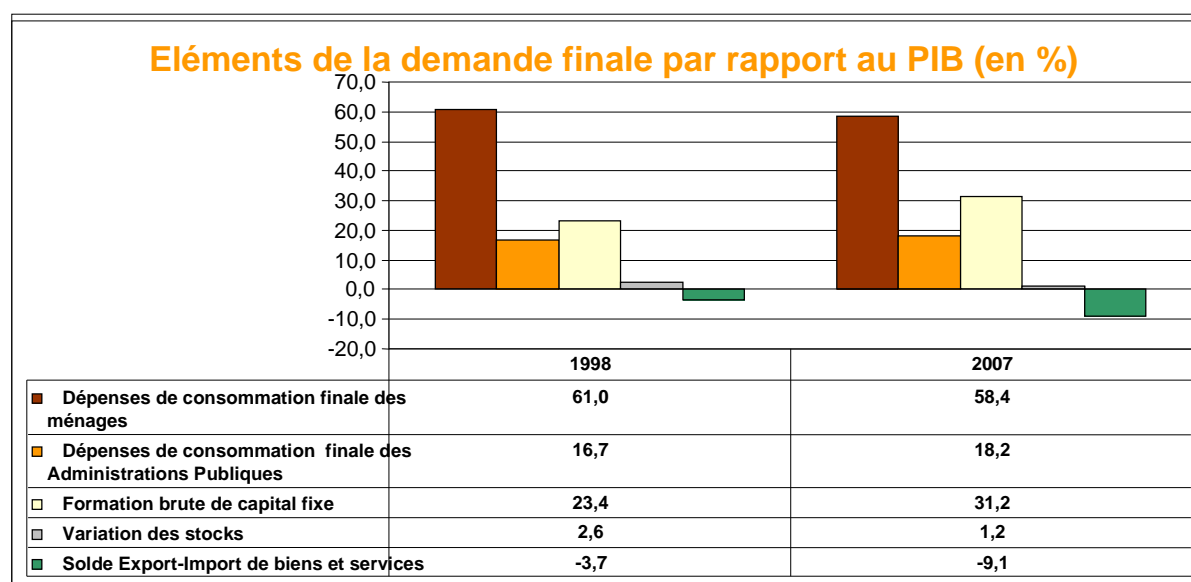
Les bonnes performances réalisées par les activités de l'ensemble des services (nettes du montant des SIFIM non ventilés et qui est affecté en totalité à la consommation intermédiaire de l'ensemble des secteurs d'activité) ont permis d'améliorer sensiblement leur contribution globale au PIB. Ainsi, leur part dans le PIB est passée de 46,2% en 1998 à 52,2 en 2007, atteignant près de 50% en moyenne durant toute la période. Par secteurs d'activité, on relève en particulier que la part moyenne du commerce vient en premier lieu avec 11,4%, suivie par celle des « services immobiliers, services rendus aux entreprises et services personnels » (10,3%), des services non marchands de l'administration publique générale et sécurité sociale (8,7%), de l'éducation, santé et action sociale (8,5%) et des activités des institutions financières (5%).

1.3 - Forte poussée du taux d'investissement et des exportations de services

L'analyse des emplois du PIB montre que les dépenses de consommation finale des ménages représentent la part la plus importante du PIB, soit en moyenne près de 59% durant la période 1998-2007. Celle-ci a toutefois fléchi au cours des années, passant ainsi de 61,0% en 1998 à 58,4% en 2007 et ce, au profit notamment de la FBCF qui a

gagné près de 8 points du PIB en neuf ans. En effet, l'évolution de ce dernier agrégat s'est traduite par une progression quasi continue du taux d'investissement qui a atteint 31,2% en 2007 contre 23,4% en 1998.

Quant aux dépenses de consommation finale des Administrations Publiques, leur part dans le PIB a varié entre 16,7% et 19,4% sur l'ensemble de la période. Pour ce qui est de la variation des stocks, sa part n'a pas dépassé les 3% du PIB sur la période 1998-2007.



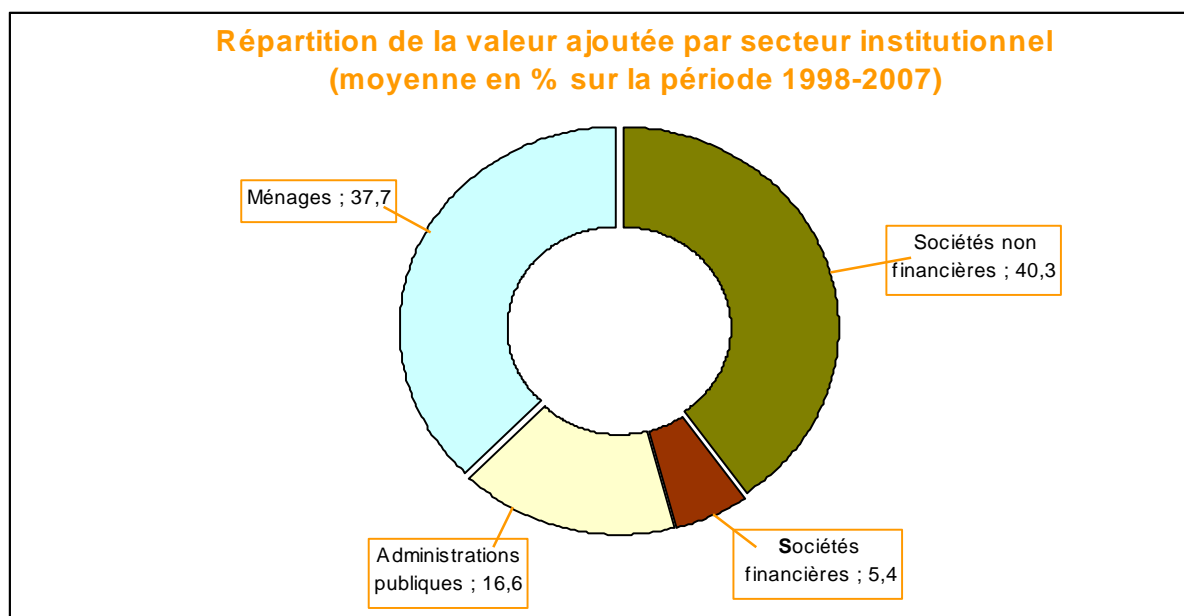
Sur le plan des opérations avec le reste du monde, le solde des échanges extérieurs de biens et de services a enregistré un déficit de plus de 9% du PIB en 2007, alors qu'il s'est situé entre 2,1% et 5,6% de 1998 à 2006 et à 4,7% en moyenne durant toute la période 1998-2007. A relever que l'accroissement en volume des exportations de biens et services de 8,7% en moyenne annuelle entre 1998 et 2007 grâce à la forte poussée des exportations des services et des recettes touristiques (15,2% en moyenne par an) n'a pas empêché l'expansion de ce déficit. A prix courants, la part des exportations de biens et services dans le PIB est passée de 24,4% en 1998 à 35,8% en 2007. En revanche, les importations en volume se sont développées de 8,0% en moyenne par an, passant de 28,1% en 1998 à 44,9% en 2007 du PIB en valeur courante.

2 - Profil des comportements des agents économiques

La description de la configuration du profil des agents économiques (secteurs institutionnels) est présentée ci-après au niveau de la formation des revenus et de l'accumulation (relative à l'accroissement du capital et au financement).

2.1 - Tendance haussière de la contribution des sociétés à la création de la richesse

Les résultats des comptes des différents secteurs institutionnels au cours de la période 1998 à 2007 montrent une hausse continue de la contribution des sociétés (sociétés non financières : SNF et sociétés financières : SF) dans la valeur ajoutée de l'économie totale, passant de 43% (dont 37,8% pour les SNF) en 1998 à 48,4% (42,1% pour les SNF) en 2007. Par rapport à cet agrégat, la part des ménages (y compris les entreprises non constituées en sociétés appartenant aux ménages) s'est établie, en revanche, à 35% en 2007 au lieu de 41,7% en 1998. Ces trois secteurs réalisent l'essentiel de la valeur ajoutée de l'économie totale avec une part moyenne de 83,4%. Quant à la part du secteur des Administrations Publiques (APU), elle s'est située entre 15,3% et 18%.



S'agissant de la contribution au PIB, le secteur des SNF vient en première position dont la part est passée de 35,1% en 1998 à 39,4% en 2007. Le secteur des ménages a marqué, par contre, un recul à partir de 1999 dans sa contribution en passant de 38,7% en 1998 à 32,8% en 2007 après avoir enregistré des parts oscillantes entre 33,6% et 36,8% pendant les autres années. En ce qui concerne les contributions moyennes des APU et des SF à la formation du PIB, durant la période en question, elles sont respectivement de 15,5% et de 5%.

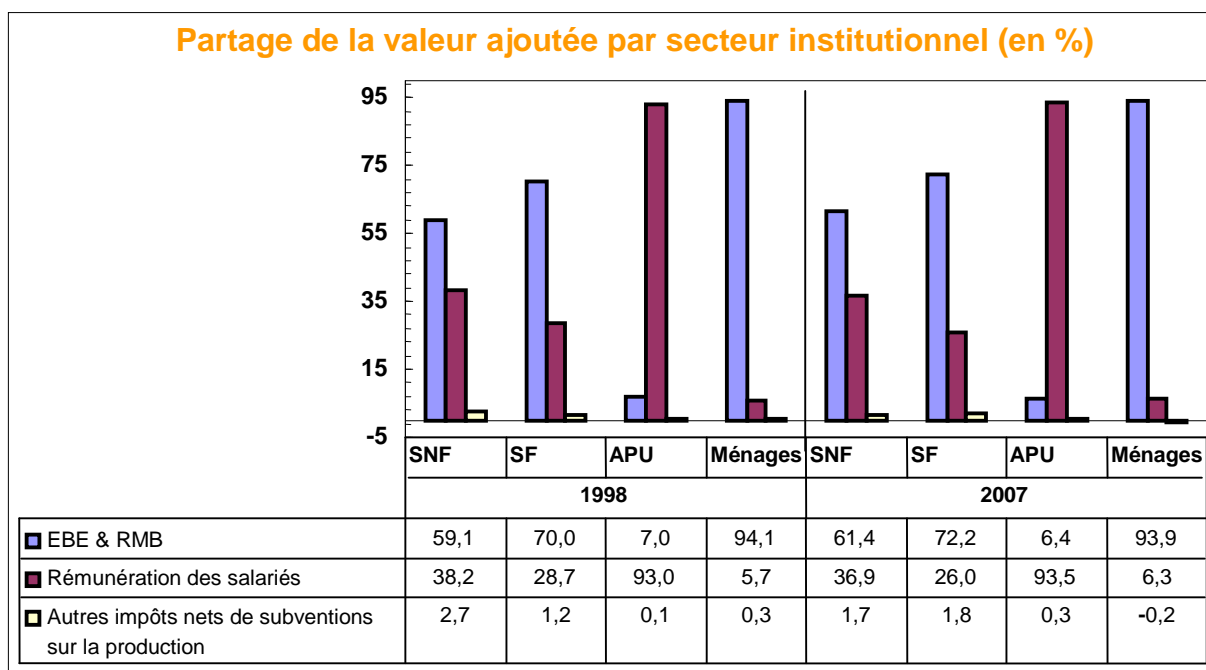
Contribution des secteurs institutionnels au PIB en (%)

Secteurs	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sociétés non financières	35,1	36,7	37,9	37,2	37,3	37,3	37,7	39,0	39,4	39,4
Sociétés financières	4,8	4,7	5,1	5,0	4,9	4,7	4,7	5,1	5,2	5,9
Administrations Publiques	14,2	14,8	15,2	15,8	15,5	15,6	15,9	16,5	15,8	15,5
Ménages	38,7	36,8	35,1	35,1	35,4	36,2	35,9	33,6	33,8	32,8
Unité fictive	-4,2	-4,4	-4,5	-4,3	-4,2	-4,1	-4,2	-4,4	-4,5	-5,0
Impôts nets de subventions sur la production et les importations	11,3	11,4	11,1	11,2	11,1	10,4	10,0	10,2	10,3	11,4
Produit intérieur brut	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

2.2 - Prédominance de l'excédent d'exploitation dans la décomposition de la valeur ajoutée

Durant la période sous revue, le partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels selon la rémunération des facteurs de production demeure caractérisé par la prédominance de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et du revenu mixte brut (RMB) des ménages dont la part moyenne des dix années s'établit à 64,4% du total de la valeur ajoutée de l'économie totale. La rémunération des salariés, quant à elle, représente en moyenne 34,6%, alors que la part moyenne des autres impôts nets des subventions sur la production se limite à 1% en moyenne par an.

Partage de la valeur ajoutée par secteur institutionnel (en %)



Par secteurs institutionnels, la rémunération des salariés représente en moyenne plus de 38% et l'excédent brut d'exploitation près de 60% de la valeur ajoutée des SNF. Pour les SF, cette répartition est de 29% et 69% respectivement. Quant aux APU, leur valeur ajoutée est constituée essentiellement de la rémunération des salariés avec plus de 93% et son excédent brut d'exploitation qui représente près de 7% n'est autre que le montant destiné au remplacement de son capital fixe (amortissement économique). Son excédent net d'exploitation est pratiquement nul en tant que secteur non marchand. Pour ce qui est des ménages, la part de la rémunération des salariés n'est que de 6% alors que celle de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte brut représente 94%.

Partage de la valeur ajoutée par secteur institutionnel (en %)

Secteurs	Éléments de la VA	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sociétés non financières	Rémunération des salariés	38,2	37,6	38,5	39,5	39,5	38,4	38,4	37,7	36,4	36,9
	Autres impôts nets de subventions sur la production	2,7	3,0	2,2	2,3	2,3	2,0	2,0	2,4	1,8	1,7
	EBE	59,1	59,4	59,3	58,2	58,2	59,6	59,6	59,9	61,8	61,4
	Valeur ajoutée brute	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Sociétés financières	Rémunération des salariés	28,8	31,3	29,3	30,1	31,0	31,0	30,3	28,6	26,9	26,0
	Autres impôts nets de subventions sur la production	1,2	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,9	1,8	1,8	1,8
	EBE	70,0	66,8	68,7	68,1	67,1	67,2	67,8	69,6	71,3	72,2
	Valeur ajoutée brute	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Administrations Publiques	Rémunération des salariés	93,0	93,1	93,0	93,3	93,1	93,3	93,6	93,8	93,6	93,5
	Autres impôts nets de subventions sur la production	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	EBE	6,9	6,8	6,9	6,6	6,8	6,6	6,3	6,1	6,3	6,4
	Valeur ajoutée brute	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Ménages	Rémunération des salariés	5,6	5,9	6,3	6,0	6,3	5,4	5,5	5,8	5,6	6,3
	Autres impôts nets de subventions sur la production	0,3	0,4	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2
	EBE & RMB	94,1	93,7	93,7	94,1	93,8	94,8	94,7	94,4	94,5	93,9
	Valeur ajoutée brute	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Economie totale	Rémunération des salariés	32,5	33,6	34,8	35,5	35,3	34,5	34,8	35,7	34,4	34,9
	Autres impôts nets de subventions sur la	1,2	1,4	1,0	1,0	1,0	0,8	0,8	1,0	0,8	0,8
	EBE & RMB	66,3	65,0	64,2	63,5	63,7	64,7	64,4	63,3	64,8	64,3
	Valeur ajoutée brute	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

2.3 - Progression des prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont des versements effectués au secteur des Administrations Publiques (Etat, collectivités et sécurité sociale) par tous les agents économiques au titre des prélèvements fiscaux et de couverture sociale.

Encadré 1

Prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires comprennent :

- impôts sur la production et les importations ;
 - ✓ impôts sur les produits ;
 - ✓ autres impôts sur la production et les importations ;
- impôts sur le revenu, etc... ;
- cotisations sociales effectives : la gestion de la sécurité sociale est assurée par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), la Caisse Marocaine de Retraite (CMR), le Régime Collectif d'Allocation des Retraites (RCAR) et les organismes mutualistes ;
- cotisations aux régimes internes de sécurité sociale de certains établissements et entreprises publics qui ne transitent pas par le circuit de la sécurité sociale (en voie de basculer vers le RCAR).

Le montant global de ces prélèvements a atteint le niveau de 183,7 milliards de DH en 2007 au lieu de 91,8 milliards en 1998, en progression annuelle moyenne de 8%, supérieure à celle du PIB en valeur (5,4%). Cette variation résulte de la hausse des prélèvements fiscaux de 7,8% (6,4% pour les impôts sur les produits, 1,5% au titre des autres impôts sur la production et 10,8% pour les « impôts courants sur le revenu, etc... ») et de 9,8% des prélèvements sociaux (+10,7% pour les cotisations aux régimes de sécurité sociale et -1,3% pour les régimes internes des entreprises).

Structure des prélèvements obligatoires en (%)

Nature	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Prélèvements fiscaux	85,2	85,2	84,1	83,0	82,4	81,2	81,0	81,3	81,0	82,9
Impôts sur la production et les importations	59,1	56,7	56,7	55,8	54,6	52,2	51,4	50,4	49,4	50,2
Impôts sur les produits	53,9	51,2	52,4	51,7	50,3	48,1	47,5	46,0	45,8	47,2
Autres impôts sur la production	5,2	5,5	4,3	4,1	4,3	4,1	3,9	4,4	3,6	3,0
Impôts courants sur le revenu, etc...	26,1	28,5	27,4	27,2	27,8	29,0	29,6	30,9	31,6	32,7
Prélèvements sociaux	14,8	14,8	15,9	17,0	17,6	18,8	19,0	18,7	19,0	17,1
Cotisations sociales effectives	13,2	13,3	14,3	15,6	16,5	17,7	18,2	18,0	18,3	16,4
Cotisations sociales aux régimes internes	1,6	1,5	1,6	1,4	1,1	1,1	0,8	0,7	0,7	0,7
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Au niveau des « impôts courants sur le revenu, etc... », la répartition par agent économique fait ressortir la prédominance du secteur des ménages avec une part moyenne de 51,6% suivi par les SNF (35,6%) et les SF (12,7%).

Par ailleurs, le poids des prélèvements obligatoires dans le PIB, appelé taux de prélèvements obligatoires, a augmenté de près de six points entre 1998 et 2007 en passant de 23,9 à 29,8% (en moyenne annuelle de 25,7%). Par type de prélèvement, la part des impôts représente en moyenne annuelle sur la période sous revue 21,2% (13,7% revient aux impôts sur la production et les importations et 7,5% pour les impôts courants sur le revenu, etc...) et celle des cotisations sociales 4,4%.

Poids des prélèvements obligatoires dans le PIB (en %)

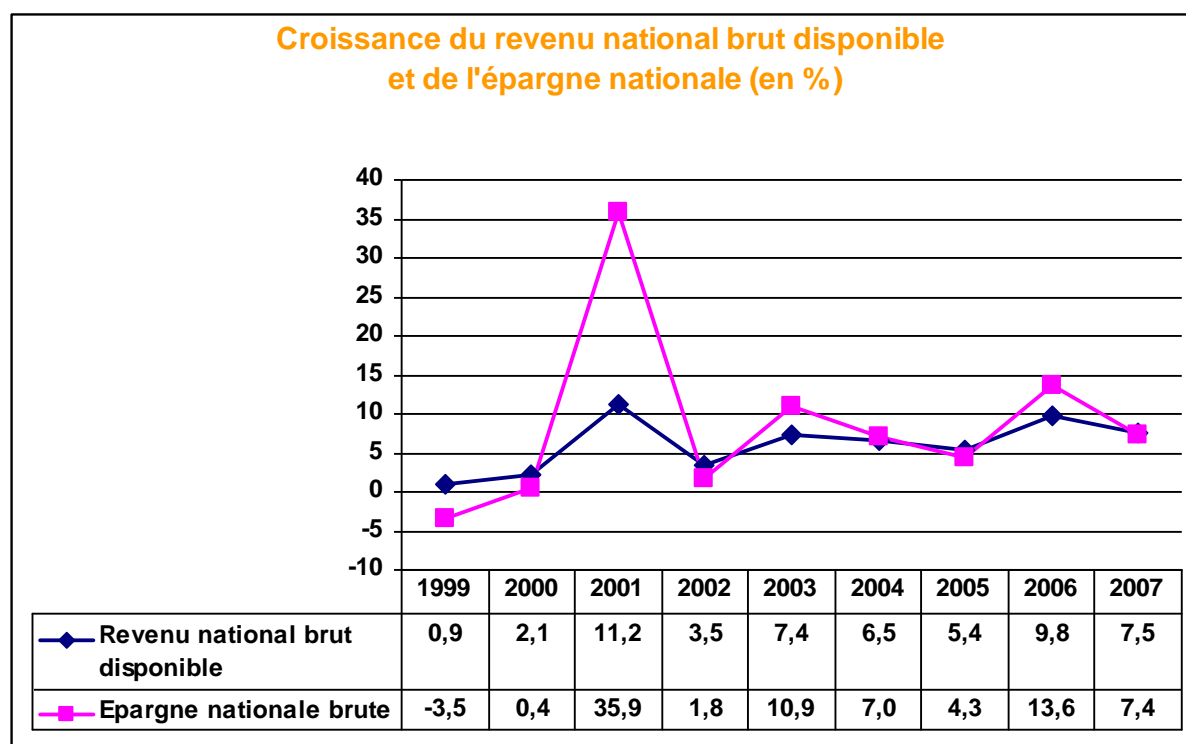
Nature	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Prélèvements fiscaux	20,3	21,6	21,1	20,4	20,4	19,7	19,9	21,8	22,2	24,7
Impôts sur la production et les importations	14,1	14,4	14,2	13,7	13,5	12,7	12,6	13,5	13,5	15,0
Impôts sur les produits	12,9	13,0	13,1	12,7	12,4	11,7	11,7	12,3	12,5	14,1
Autres impôts sur la production	1,2	1,4	1,1	1,0	1,1	1,0	0,9	1,2	1,0	0,9
Impôts courants sur le revenu, etc...	6,2	7,2	6,9	6,7	6,9	7,0	7,3	8,3	8,7	9,7
Prélèvements sociaux	3,6	3,8	4,0	4,2	4,3	4,6	4,7	5,0	5,2	5,1
Cotisations sociales effectives	3,2	3,4	3,6	3,8	4,0	4,3	4,5	4,8	5,0	4,9
Cotisations sociales aux régimes internes	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
TOTAL	23,9	25,4	25,1	24,6	24,7	24,3	24,6	26,8	27,4	29,8

2.4 - Amélioration substantielle de l'épargne

Le revenu brut disponible (RBD) de l'économie totale (ou revenu national brut disponible : RNBD) a atteint 671,6 milliards de DH en 2007 au lieu de 397,2 en 1998, soit une variation annuelle moyenne, en valeur, de 6%. Par habitant, ce revenu est passé de 14345 DH en 1998 à 21777 DH en 2007, faisant ainsi une évolution moyenne de 4,7% par an. Par secteur institutionnel, le RBD des ménages constitue près de 66,8% du RNBD, celui des APU 19,5% et celui des sociétés 13,7% (dont 11,8% revient aux sociétés non financières).

Quant à l'épargne nationale brute (ENB), elle a affiché une hausse annuelle moyenne de 8,1% supérieure de 2 points celle du RNBD. Les plus grandes variations annuelles réalisées par ces deux agrégats ont été observées en 2001 avec respectivement 35,9%

et 11,2% et ce, notamment en raison de l'augmentation des revenus nets reçus de l'extérieur en particulier ceux provenant des transferts des marocains résidant à l'étranger (MRE) et le passage à l'Euro. Par secteur institutionnel, l'épargne brute des sociétés représente en moyenne 49,8% de l'ENB (dont 43,1% pour les SNF), celle des ménages 42,5% et celle des APU 7,7%.



A noter par ailleurs que le taux d'épargne nationale brute, après avoir oscillé dans une fourchette de 23,3% à 24,8% pour les années 1998,1999 et 2000, il a grimpé à 28,5% en 2001 pour se stabiliser à 29,7% en 2006 et 2007.

A propos du RDB des ménages, il est passé de 270,4 milliards de DH en 1998 à plus de 430 milliards en 2007, réalisant une forte augmentation de plus de 15% en 2001 et une variation annuelle moyenne de 5,3%. Rapporté au nombre d'habitants, ce revenu a atteint 13953 DH en 2007 contre 9766 DH en 1998, enregistrant ainsi une variation annuelle moyenne de l'ordre de 4%. Comparée à l'évolution annuelle moyenne des prix à la consommation (dégagée implicitement des comptes nationaux), cette variation du revenu par tête implique, qu'au cours de la période étudiée, le pouvoir d'achat des ménages a connu globalement une amélioration moyenne de l'ordre de 2,7 % par an.

Encadré 2

Le revenu brut disponible

Le revenu brut disponible (RBD) est le résultat du processus de distribution (primaire et secondaire) de revenu entre les agents économiques. Ce processus est entamé par l'affectation des revenus primaires c'est à dire des revenus directement liés à l'activité de production (rémunération des salariés, excédent brut d'exploitation, revenu mixte brut ou impôts sur la production et les importations nets des subventions) et des revenus de la propriété reçus nets des versements effectués. Les revenus de la propriété comprennent principalement les intérêts, les dividendes, le loyer de la terre et les revenus prélevés par les propriétaires des quasi sociétés.

A l'issu de cette première étape de ce processus, il se dégage, pour chaque secteur institutionnel, un revenu appelé « le solde des revenus primaires » et pour l'économie totale le revenu national brut (RNB). Ces revenus se modifient par les « impôts courants sur le revenu, etc... », les cotisations et prestations sociales (autres que transferts sociaux en nature) et tous les autres transferts courants pour aboutir (en faisant la somme des recettes nettes des versements) au revenu disponible brut par secteur et pour l'économie totale. Pour l'économie totale, on parle du revenu national brut disponible (RNBD).

Le RNB et le RNBD peuvent s'obtenir, après consolidation des comptes des secteurs institutionnels selon les relations suivantes :

$$\text{RNB} = \text{PIB} + \text{rémunération des salariés nets reçus du reste du monde} + \text{revenus de la propriété nets reçus de l'extérieur.}$$

$$\text{RNBD} = \text{RNB} + \text{autres revenus nets reçus de l'extérieur (impôts sur le revenu, cotisations et prestations sociales et autres transferts courants).}$$

Il convient de noter qu'une notion de revenu disponible ajusté (RDBA) a été introduite en base 1998 selon le SCN 1993 du fait que les transferts sociaux en nature provenant des APU (éducation, santé,...) constituent une forme de revenu qui trouve sa contrepartie en consommation finale individuelle sans qu'il y ait une dépense de la part des ménages bénéficiaires. Autrement dit, le revenu disponible se trouve modifier au niveau de chacun des secteurs des ménages et des APU et plus précisément, la différence entre le revenu disponible et le revenu disponible ajusté correspond aux transferts sociaux en nature. Cependant, pour l'économie totale les deux types de revenu sont égaux.

A signaler que le RDB est affecté selon les secteurs aux dépenses de consommation finale et à l'épargne brute et le RDBA à la consommation finale effective et à l'épargne brute.

Sur l'ensemble de la période, la rémunération des salariés et l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte constituent les principales composantes du revenu brut disponible des ménages avec respectivement 45,5% et 46,8% en moyenne par an. Les revenus nets de la propriété reçus n'ont participé que faiblement (1,2%). Quant à la part des prestations sociales et celle des « autres transferts courants » nets reçus ont atteint près de 7,8% et 12,5% respectivement. Quant aux prélèvements obligatoires sur leur revenu et le patrimoine des ménages (« impôts courants sur le revenu, etc... » et contributions sociales), ils représentent 12,3% en 1998 et 15,9% en 2007 de leur RDB, soit 13,9% en moyenne annuelle (5,4% au titre des impôts et 8,5% relative aux contributions sociales).

Composition du revenu disponible brut des ménages (en %)

Opérations	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Rémunération des salariés	42,9	45,6	47,0	45,1	45,8	44,8	45,2	46,3	45,9	46,7
Excédent brut d'exploitation & revenu mixte brut	51,8	50,2	47,6	45,1	46,2	47,6	47,0	43,7	45,2	44,1
Revenus de la propriété nets reçus	1,7	1,4	1,1	1,3	1,3	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
Impôts courants sur le revenu, etc..., (en moins)	-5,4	-5,8	-5,5	-4,7	-4,8	-4,9	-5,0	-5,7	-5,8	-6,3
Contributions sociales (en moins)	-6,9	-7,6	-8,0	-7,8	-8,2	-8,9	-9,0	-9,2	-9,7	-9,6
Prestations sociales autres qu'en nature	6,5	6,8	7,3	7,1	7,6	8,1	8,2	8,4	9,2	9,3
Autres transferts courants nets reçus	9,4	9,4	10,5	14,0	12,0	12,2	12,5	15,5	14,2	14,8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Par ailleurs, les ménages consacrent, en moyenne annuelle, 82,4 % de leur RDB à leurs dépenses de consommation finale et réservent près de 17,6% à leur épargne brute. A noter aussi, qu'à l'instar de l'ENB, l'épargne brute des ménages a marqué une hausse importante en 2001, atteignant le montant de plus 66 milliards de DH contre près de 29,8 et de 37 milliards respectivement en 2000 et 1998 réalisant ainsi une variation de 122,5% par rapport à 2000 et 80,5% par rapport à 1998. Durant toute la période sous revue, cette épargne a affiché une hausse annuelle moyenne de 7,7%. Quant au taux d'épargne des ménages, il a réalisé un mouvement quasi identique, passant de 13,6 % en 1998 à 11% en 2000 pour marquer un saut de plus de dix 10 points en 2001 et atteindre le niveau de 21,2%. Il a marqué par la suite une baisse pour se situer à 19,4% en 2002 et retourner à 21,2% en 2005 et descendre ensuite à 18,9% en 2006 et à 16,6% en 2007.

Utilisation du revenu disponible brut des ménages et taux d'épargne (en millions de DH et en %)

Opérations	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Revenu disponible brut	270 406	267 183	271 489	312 473	319 973	343 597	365 185	383 241	407 801	430 325
Dépenses de consommation finale	234 359	235 814	241 716	246 292	257 990	273 562	288 602	303 172	331 996	360 008
Epargne brute	36 721	31 685	29 789	66 287	61 918	71 010	77 486	81 026	77 134	71 513
Taux d'épargne	13,6	11,9	11,0	21,2	19,4	20,7	21,2	21,1	18,9	16,6
Taux d'épargne nationale	24,8	23,7	23,3	28,5	28,0	28,9	29,0	28,7	29,7	29,7
Evolution des transferts courants des MRE	-	-1,6	20,8	60,5	-14,0	9,1	8,2	8,9	17,4	15,0

En somme, les fortes variations observées entre 2000 et 2001, tant aux niveaux du revenu disponible que de l'épargne et ce, aussi bien pour les ménages que pour l'économie totale, s'expliquent en grande partie par l'évolution des transferts des MRE et par le passage des monnaies nationales à l'Euro dans les pays d'accueil. Aussi, pour rester en conformité avec la balance des paiements, qui privilégie les transactions en devises aux niveaux des banques résidentes, le montant des envois des fonds effectués par les MRE de la balance des paiements a été retenu au niveau des comptes nationaux comme « autres transferts courants » versés par les non résidents aux ménages résidant au Maroc. Cette variation a pour corollaire une amélioration de plus de 5 points du taux d'épargne nationale et de 10 points du taux d'épargne des ménages en 2001 et ce, au détriment de la consommation finale.

Encadré 3

Transferts courants des marocains résidant à l'étranger (MRE)

Les transferts des MRE concernent le rapatriement de leurs revenus au Maroc quelque soit la nature et la destination à l'exception de la partie estimée avec les recettes de voyage de la balance des paiements, considérée comme consommation finale des non résidents à l'intérieur du pays. Ces transferts comprennent :

- les flux effectivement transférés directement aux ménages résidant au Maroc ;
- les dépôts auprès des banques nationales ;
- les flux destinés à financer les dépenses d'investissement des MRE (logements et autres).

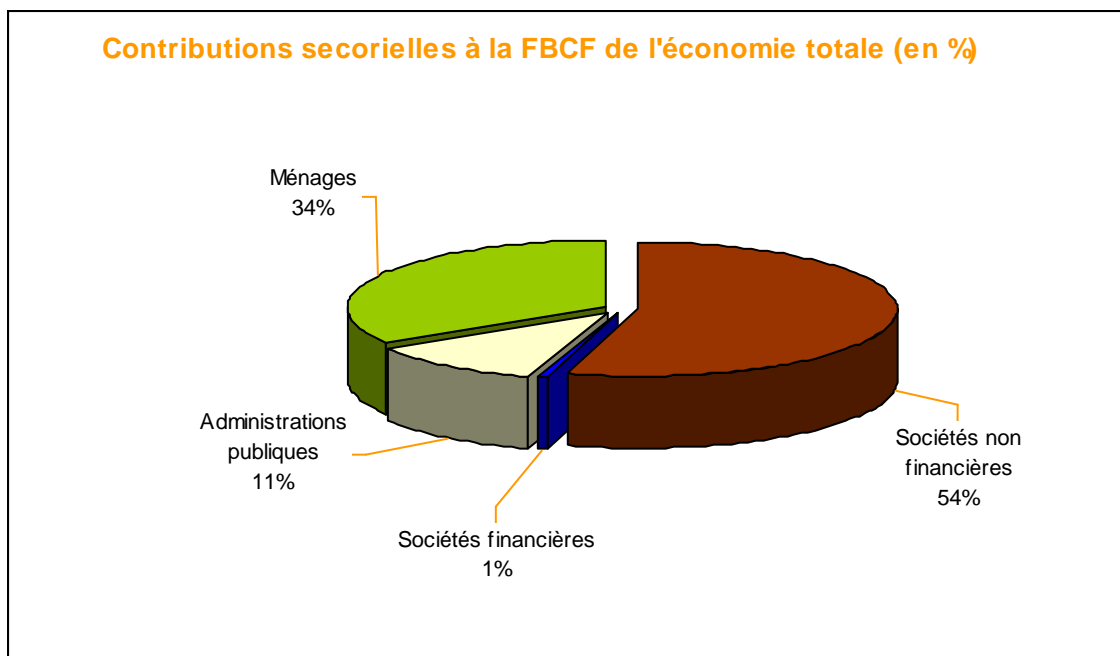
En raison de l'indisponibilité de l'information sur chacun de ces flux et en vue de rester en conformité avec la balance des paiements, le montant total retenu par la balance des paiements a été considéré en totalité comme transferts courants aux ménages résidents. Dans ce cas, les dépôts effectués par les MRE dans les banques marocaines sont traités comme des transferts courants sans contrepartie des non résidents aux ménages résidents.

C'est ce traitement combiné avec le passage à l'Euro qui explique en partie les variations observées annuellement tant aux niveaux du revenu disponible que de l'épargne et ce, aussi bien pour les ménages que pour l'économie totale. Le passage à l'Euro a accentué les variations observées entre 2000 et 2001.

2.5 - Accroissement plus rapide de la FBCF des sociétés non financières

Selon la répartition de la FBCF globale, la part réalisée par les sociétés, sur toute la période, s'élève à 54,9% (dont 54,3% par les SNF), celle des ménages à 33,8% (essentiellement en matière de logement) et celle des APU à 11,3%. L'évolution annuelle moyenne en valeur indique que les SNF ont enregistré une progression de leur FBCF de 10,3% suivies par les SF (9,4%), les ménages (7,5%) et les APU (5,7%).

Pour le taux d'investissement (FBCF par rapport à la valeur ajoutée), celui des SNF est passé de 33,8% en 1998 à 45,4% en 2007, alors que celui des ménages de 22,2% à 31,4%. Quant à celui des APU, il s'est établi en moyenne annuelle à 19%, enregistrant le taux le plus élevé de 21,7% en 2001.



2.6 - Situation excédentaire de l'économie nationale de 2001 à 2006

Le solde des opérations courantes avec l'extérieur a été déficitaire, vis-à-vis de la nation, de 1998 à 2000 dont le montant est passé de 1,4 milliard à 5 milliards de DH. Il est devenu excédentaire à partir de 2001 jusqu'à 2006 atteignant respectivement 18,3 milliards de DH et 15,7 milliards de DH et ce, en raison notamment des fortes augmentations des transferts courants des MRE et des recettes de voyage. En 2007, l'économie nationale a accusé un léger déficit de l'ordre de 808 millions de DH soit 0,1% du PIB au lieu d'un excédent de 4,3% en 2001 et de 2,7% en 2006.

Augmenté du montant des transferts nets en capital reçus du reste du monde, ce solde représente, pour l'économie nationale, une capacité de financement (en cas de déficit du compte de capital du reste du monde) ou un besoin de financement (en cas d'excédent du compte de capital du reste du monde). Les transferts nets en capital reçus étant négligeables, le solde des opérations courantes avec l'extérieur est quasi identique à la capacité ou besoin de financement. Ce dernier devrait correspondre à celui du compte des transactions courantes de la balance des paiements. Cependant, l'introduction des données relatives aux zones franches dans les statistiques du commerce extérieur (à partir de l'exercice 2005) et de la balance des paiements (à partir de l'exercice 2007), a nécessité le redressement des données de toute la série (1998-2006). Il en résulte, notamment, des écarts entre les soldes de la balance des paiements et ceux des comptes nationaux pour les années antérieures à 2007.

Capacité ou besoin de financement par secteur institutionnel (en millions de DH)

Secteurs	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Sociétés non financières	-7 933	-19 513	-5 695	-5 039	-3 706	-10 988	-18 652	-11 194	-18 315	-33 671
Sociétés financières	6 352	5 153	7 704	8 147	6 213	5 662	5 596	5 732	7 575	5 599
Administrations Publiques	-3 372	10 552	-8 922	-15 304	-9 442	-8 927	-9 418	-13 896	6 200	18 541
Administration publique centrale	-9 033	3 653	-15 577	-23 287	-19 389	-18 841	-18 933	-25 673	-7 471	5 030
Administrations publiques locales	174	419	879	1 277	2 588	1 984	1 035	2 150	2 748	2 249
Administrations de sécurité sociale	5 487	6 480	5 776	6 706	7 359	7 930	8 480	9 627	10 923	11 262
Ménages	3 480	2 177	1 890	30 403	23 488	30 137	31 957	30 823	20 185	8 697
Economie totale	-1 473	-1 631	-5 023	18 207	16 553	15 884	9 483	11 465	15 645	-834
Reste du monde	1 473	1 631	5 023	-18 207	-16 553	-15 884	-9 483	-11 465	-15 645	834

Par secteur institutionnel, les SNF affichent annuellement un besoin de financement dont le montant s'est élevé à plus de 33,7 milliards de DH en 2007 contre 7,9 milliards de DH en 1998, marquant ainsi une évolution annuelle moyenne de 17,4%. Les secteurs des ménages et des SF, en revanche, réalisent des capacités de financement qui ont oscillé globalement entre 7 et 40 milliards de DH (entre 2,2 milliards de DH en 1999 et 32 milliards en 2004 pour les ménages et entre 5 milliards en 1999 et 8 milliards de DH en 2001 pour les SF). Quant aux APU, elles ont connu des capacités de financement au titre des années 1999 (10 milliards de DH), 2006 (6 milliards de DH) et 2007 (18 milliards de DH). Par contre, elles ont enregistré des besoins de financement pour les autres années dont les montants se sont situés entre 3 et 15 milliards de DH.

2.7 - Endettement massif des sociétés non financières

Pour couvrir leurs besoins de financement et réduire leurs dettes extérieures, les Administrations Publiques ont augmenté fortement leurs émissions de titres de créances (TCN). En effet, les émissions nettes des APU ont atteint 28,7 milliards de DH en 2001 et 34 milliards en 2005 au lieu de 10 milliards de DH pour 1998 et 1999. En revanche, à partir de l'année 2006, cette tendance a été renversée pour les APU qui ont réduit légèrement leurs émissions nettes de titres de créances avec 7 milliards enregistrés en 2006 et -1,6 milliards de DH en 2007. De son côté, l'endettement net sous forme de crédits des APU a continué de diminuer depuis l'année 1998 à 2006 en enregistrant -4 milliards de DH en 1998, -17 milliards en 2001 et -3 milliards en 2006.

En revanche, ces crédits ont affiché pour la première fois un flux positif de l'ordre de 1,6 milliards de DH en 2007.

De leur côté, les sociétés non financières ont eu recours aux crédits bancaires ou à l'émission de titres pour financer leurs investissements. Ainsi, après avoir marqué une stabilité entre 2000 et 2004, les crédits nets accordés aux sociétés non financières ont atteint un niveau record en 2007, avec plus de 36 milliards de DH au lieu de 23 milliards en 2005 et 20 milliards en 1999. Ce qui représente près de 51% de leurs engagements en 2007 contre 47% en 2005 et seulement 17% en 2000.

Les ménages (y compris les entreprises individuelles) continuent de s'endetter à un rythme plus au moins soutenu. Leurs crédits bancaires, en terme de flux nets, ont atteint près de 37 milliards en 2007 au lieu de 4 milliards en 2002 et 10 milliards en 1998. De même, les ménages semblent être incités davantage à déposer leur argent auprès des banques marocaines. A ce propos, les dépôts augmentent de façon continue à un rythme remarquable depuis 1998 atteignant des niveaux record au cours des années 2006 et 2007. Ainsi, les flux nets des dépôts des ménages ont représenté plus de 78% de leurs avoirs en 2007 au lieu de 72% en 2006 et 45% en 1998.

Les crédits accordés par les sociétés financières ont connu une forte augmentation ces dernières années en affichant des flux nets de l'ordre de 89 milliards de DH en 2007 et 66 milliards de DH en 2006 au lieu de 4 milliards en 2001. Cette situation est rendue favorable suite à l'amélioration des flux nets des dépôts auprès des établissements de crédits qui ont atteint 92 milliards de DH en 2007, 85 milliards de DH en 2006 et 37 milliards en 2001.

De leur part, les souscriptions nettes des titres d'OPCVM ont accusé des diminutions au cours des deux années 2000 et 2003 avec successivement -11 milliards de DH et -1 milliard de DH. Cependant, ces souscriptions nettes ont repris une tendance à la hausse depuis l'année 2004 avec un niveau record de 40 milliards de DH enregistré en 2006.

2.8 - Principaux ratios issus des comptes nationaux

La séquence complète des comptes de l'économie totale permet de déduire un certain nombre de ratios présentés ci-après.

Principaux ratios (en %)

Secteurs	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux de croissance économique		0,5	1,6	7,6	3,3	6,3	4,8	3,0	7,8	2,7
Taux d'épargne nationale	24,8	23,7	23,3	28,5	28,0	28,9	29,0	28,7	29,7	29,7
Taux d'investissement	23,4	25,1	26,0	24,8	25,2	25,1	26,3	27,5	28,1	31,2
Dépenses de consommation finale des ménages / PIB	61,0	60,5	61,4	57,8	57,9	57,3	57,1	57,5	57,5	58,4
Dépenses de consommation finale des APU / PIB	16,7	18,0	18,4	18,6	18,3	18,1	18,7	19,4	18,5	18,2
Exportations de biens et services / PIB	24,4	26,3	28,0	29,4	30,2	28,7	29,4	32,3	34,2	35,7
Importations de biens et services / PIB	28,1	29,6	33,4	31,9	32,3	31,5	34,3	37,9	39,7	44,9
Taux de couverture (exportations B&S / importations B&S)	86,9	88,8	83,9	92,1	93,5	91,0	85,6	85,2	86,2	79,7
PIB par habitant (en DH)	13 882	13 871	13 819	14 789	15 262	16 159	16 925	17 489	18 926	19 982
RNBD par habitant (en DH)	14 345	14 277	14 387	15 798	16 154	17 157	18 083	18 850	20 478	21 777
Taux d'autofinancement	98,6	98,4	95,1	116,4	114,4	112,2	106,5	107,6	109,3	99,6
Solde budgétaire / PIB	-3,4	0,1	-5,3	-2,4	-3,8	-2,9	-3,0	-3,9	-1,5	0,3
Solde du compte des transactions courantes / PIB	-0,4	-0,4	-1,3	4,3	3,7	3,2	1,7	1,8	2,2	-0,1